

L'an deux mil treize, le deux décembre, à vingt heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire.

Date de convocation :

Le 26 novembre 2013

Date d'affichage :

Le 26 novembre 2013

Nombre de conseillers :

En exercice : **17**

Présents : **10**

Votants : **13**

Quorum : **09**

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle GRATADE, M. Jean-Claude DUPAS, M. Jérôme TARNIER, Mme Monique GUÉRY.

Absents excusés : Mme Michèle VILLATTE (pouvoir à Mme GRATADE), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Mme GUÉRY), M. Joël ANTIER (pouvoir à M. TARNIER).

Absents : Mme Dominique MACE, M. Frédéric DUPUIS, M. Olivier PIQUEUX, M. Fabrice DAVOIGNEAU.

Mme Michelle COURNARIE est élue secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 14 octobre 2013 est approuvé à l'unanimité.

Mme le Maire fait part de la démission de Mme Estelle PATOZ.

DCM 2013-0076. SUCCESSION BERNARD : OUVERTURE DE COMPTE ET VIREMENT DE CRÉDIT.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que celui-ci a accepté par délibération 2013-0001 du 17 janvier 2013 la vente de la maison sise 27, rue Brûlée léguée par le Professeur Bernard pour un montant de 130.000€ net vendeur.

Pour l'intégration de la vente dans les comptes communaux, Mme le Maire explique qu'il est nécessaire de procéder à une ouverture de compte suivant l'annexe 1.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide d'ouvrir et de provisionner les articles nécessaires comme indiqué en annexe 1.
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0077. POS : DÉCLARATION DE PROJET N°1.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une déclaration de projet est une procédure qui permet à une commune de mettre en compatibilité le POS avec le projet d'aménagement sans déclaration d'utilité publique, à condition que le projet ait été reconnu d'intérêt général. La déclaration de projet est soumise à enquête publique qui s'est tenue du 3 octobre au 4 novembre 2013 inclus.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la déclaration de projet N°1 porte sur le développement touristique des "TROGLOS DE BEAULIEU", c'est-à-dire la création d'une aire naturelle de camping située sur les hauteurs de Beaulieu (chemin des Bertrands).

Dans son rapport remis le 25 novembre 2013, Mme le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable sur ce projet suite aux remarques transcrites sur le registre de l'enquête publique.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de prendre acte de cet avis et d'abandonner la poursuite de ce dossier.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, se prononce par 9 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

DCM 2013-0078. POS : DÉCLARATION DE PROJET N°2 ET MISE EN COMPATIBILITÉ.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une déclaration de projet est une procédure qui permet à une commune de mettre en compatibilité le POS avec le projet d'aménagement sans déclaration d'utilité publique, à condition que le projet ait été reconnu d'intérêt général. La déclaration de projet est soumise à enquête publique qui s'est tenue du 3 octobre au 4 novembre 2013 inclus.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la déclaration de projet N°2 porte sur la création de logements sociaux en éco construction situés impasse Saint-Catherine. Mme le commissaire

enquêteur a émis un avis favorable à cette déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du POS.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la déclaration de projet N°2 et de mettre en compatibilité le POS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, se prononce par 5 voix pour, 0 voix contre et 8 abstentions.

DCM 2013-0079. STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LOCHES DÉVELOPPEMENT.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal de la notification de délibération du Conseil Communautaire de "Loches Développement" et des modifications de statuts qui en découlent.

Mme le Maire donne lecture du courrier en date du 21 octobre 2013 émanant de la Communauté de Communes "Loches Développement", de la délibération en date du 8 octobre 2013, et des nouveaux statuts de la Communauté de Communes "Loches Développement" qui sont annexés.

Mme le Maire indique que ces nouveaux statuts ayant été adoptés par l'Assemblée Plénière de la Communauté de Communes "Loches Développement", il convient à présent que chaque Conseil Municipal se prononce sur leur rédaction, conformément à l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve les nouveaux statuts de la Communauté de Communes "Loches Développement" intégrant les modifications suivantes :

* Ajout à l'article 5-7 :

" 7- Alimentation en eau potable - assainissement des eaux usées

- *Gestion du service d'alimentation en eau potable comprenant la production, le traitement, l'adduction et la distribution d'eau potable, ainsi que l'entretien des équipements, les études et la réalisation des travaux.*
- *Gestion du service d'assainissement collectif des eaux usées comprenant la collecte, le transport et le traitement des eaux usées, ainsi que l'entretien des équipements, les études et la réalisation des travaux.*
- *Gestion du SPANC et de l'Assainissement Non Collectif (ANC)."*

* Ajout de l'article 5-15 :

"15- Gendarmerie

- *Construction, aménagement, entretien et gestion de la caserne de gendarmerie de Cormery (locaux professionnels et logements des gendarmes).*
- *Construction, aménagement, entretien et gestion de la caserne de gendarmerie de Loches, à l'exception des logements des gendarmes et des emprises associées".*

** Toilettage divers rendu nécessaire par l'évolution de la structure.*

* Ajout de l'article 5-20 :

"20- Adhésion à un syndicat mixte

La Communauté de Communes Loches Développement est autorisée à adhérer dans le cadre de ses compétences à un syndicat mixte".

- Dit que les nouveaux statuts seront annexés à la présente délibération.
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0080. PROJET "LES JAVANAISES" AUX VIANTAISES.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que deux porteurs de projets se sont présentés à la Mairie pour implanter des activités économiques et culturelles sur le terrain communal dit "les Viantaises". Un des projets est porté par la SAS "Les Javanaises" et consiste à ouvrir une guinguette du 15 mai au 15 septembre, à partir de 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter le projet de la SAS "Les Javanaises", de signer un bail précaire d'un an pour la location de terrain cadastré AC237, de fixer le loyer mensuel à 37,50€ soit 500€ pour l'année 2014 payable le 15 septembre 2014, les fluides étant à la charge du locataire. M. BANDEVILLE propose au Conseil Municipal de signer avec la SAS "Les Javanaises" un engagement de location.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité:

- Autorise la SAS "Les Javanaises" à déposer les demandes nécessaires à leur permis de construire et autres autorisations d'installations (urbanisme, licence de boisson,...).
- Décide de louer à la SAS "Les Javanaises" le terrain des Viantaises cadastré AC237 sous la forme juridique la plus appropriée.
- Fixe le loyer mensuel à 37,50€ soit 500€ pour l'année 2014 payable le 15 septembre 2014. Les fluides sont à la charge du locataire.
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0081. LOGEMENT 14, RUE SAINT ANDRÉ. ANNULÉE

DCM 2013-0082. VIREMENTS DE CRÉDITS.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que :

- 1) Les travaux rue du Pressoir avaient été estimés à 23 300€, or le coût réel est de 36 997,06 € TTC.
- 2) Les travaux de la rue du Puy Mourier avaient été estimés à 72 800€, le coût réel est de 88 432,18€ TTC (avec les travaux de réparation de la rue des Mandats).
- 3) Le compte 2111 avait été provisionné de 2 000€ pour l'achat de terrain AL N°61 lieu dit "Les Chilloux". L'achat du terrain augmenté des frais de notaire s'élève à 2 322,67€.
- 4) Le programme 176 concernant le logement 14, rue Saint André avait été provisionné lors du BP 2013 à 67 376€. Les dépenses réelles seront de 86 795€.
- 5) Nous avons signé un contrat avec l'entreprise SEGILOG pour l'informatisation de l'Etat Civil, les élections, la comptabilité et la paie. Le contrat est triennal du 15.11.2012 au 14.11.2015. Les droits d'utilisation du logiciel soit 3 000€ H.T, 4 305,60€ TTC sont payables en investissements. Cette somme avait été mal imputée lors de l'élaboration du BP 2013.

Afin de pouvoir finir de régler les factures afférentes à ces différents travaux avant la fin d'année, Mme le Maire propose les virements de crédits suivants :

PROGRAMME	ARTICLE	LIBELLÉ PROGRAMME	DÉPENSE Investissement
92		Voirie divers	+ 30 000,00€
176		Logement 14, rue Saint André	+ 19 500,00€
137		Presbytère	- 49 500,00€
	2111	Terrains nus	+ 322,67€
	202	Frais liés à la réalisation des documents de l'urbanisme et à la numérisation du cadastre	- 4 628,27€
	205	Concessions et droit similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	+ 4 305,60€

D'autre part, il est nécessaire d'annuler la délibération 2013-0053 décidant de procéder à un virement de crédits de 36€ pour les travaux du logement 24, rue Basse.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de procéder aux virements de crédits comme indiqués ci-dessus.
- Décide d'annuler la délibération 2013-0053.
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0083. REMBOURSEMENTS DIVERS.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la commune a reçu deux chèques :

-Un chèque de 1 506,96€€ correspond au remboursement (SMACL) de la facture de restauration du parapet du Pont Guénard endommagé par un véhicule particulier.

-Un chèque de 1 635,62€ correspond au remboursement des indemnités journalières de maternité d'un agent (23 jours).

Mme le Maire propose d'accepter les deux chèques et propose d'accepter après vérification tous les remboursements d'indemnités journalières de maternité de cet agent.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte le remboursement de 1 506,96€ correspond au remboursement (SMACL) de la facture de restauration du parapet du Pont Guénard endommagé par un véhicule particulier. ainsi que le chèque de 1 635,62€ correspond au remboursement des indemnités journalières de maternité d'un agent (23 jours).
- Accepte tous les remboursements d'indemnités journalières de maternité de cet agent, après vérification.
- Autorise Madame le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM 2013-0084. RATIO PROMU-PROMOUVABLES.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que des nouvelles dispositions ont été introduites par la loi du 19 février 2007 (article 49 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée).

Dorénavant, pour tout avancement de grade, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

Ce taux, appelé « ratios promus-promouvables », est fixé par l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique Paritaire (CTP). Il peut varier entre 0 et 100 %. Cette modalité concerne tous les grades d'avancement (pour toutes les filières), sauf ceux du cadre d'emplois des Agents de Police.

Par DCM 2013-0048 du 03 juin 2013, le Conseil Municipal s'est prononcé en faveur de ce qui suit. Le Comité Technique Paritaire du Centre de Gestion s'est prononcé le 7 octobre 2013 en faveur de ce qui suit:

Trois types d'avancement peuvent être distingués.

1- Premier type d'avancement

- Premier grade d'avancement avec examen professionnel
 - Passage de E3 à E4 : avancement d'adjoint de 2° Classe à adjoint de 1° classe
 - Premier grade d'avancement en catégories A et B

2- Deuxième type d'avancement

- Deuxième grade d'avancement lorsque l'examen professionnel est inexistant
 - Passage de E4 à E5 : avancement d'adjoint de 1° classe à adjoint principal de 2° classe par exemple
 - Premier grade d'avancement sans Examen Professionnel
 - Premier grade d'avancement en catégorie C pour les filières administrative, technique, animation, culturelle ainsi que la filière sanitaire et sociale pour les agents sociaux (Passage de E3 à E4)
 - Premier grade d'avancement en catégorie C pour la filière sanitaire et sociale et les cadres d'emplois de garde-champêtre et d'agent de maîtrise
 - Premier grade d'avancement en catégories A et B
- Deuxième grade d'avancement avec examen professionnel

- Deuxième grade d'avancement en catégories A et B

3- Troisième type d'avancement

- Troisième grade d'avancement

- Passage de E5 à E6 : avancement d'adjoint principal de 2° classe à adjoint principal de 1° classe
- Troisième grade d'avancement en catégorie A
- Deuxième grade d'avancement sans examen professionnel
 - Deuxième grade d'avancement en catégorie C pour la filière sanitaire et sociale et le cadre d'emplois de garde-champêtre
 - Deuxième grade d'avancement en catégorie A et B

Les ratios peuvent varier en fonction du nombre d'agents susceptibles d'être promus selon trois hypothèses, les pourcentages étant compris entre 20 % et 60 %.

- Pour un nombre d'agents promouvables égal ou supérieur à 10, les ratios varieraient de 20 % à 30 %
- Pour un nombre d'agents promouvables compris entre 5 et 9, les ratios varieraient de 30 % à 45 %
- Pour un nombre d'agents promouvables inférieur à 5, les ratios varieraient de 40 % à 60 %.

La commission du personnel propose d'appliquer les ratios suivants :

		Nombre d'agents remplissant les conditions
		de 1 à 4
1	Premier type d'avancement	60 %
2	Deuxième type d'avancement	40 %
3	Troisième type d'avancement	40 %

Avec application de l'arrondi à l'entier supérieur.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide d'adopter les ratios ainsi proposés,
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

Informations :

- *La commune rend hommage à M. Guy THIBAUT pour son action auprès de l'école de musique et s'associe à la peine de Mme THIBAUT et de sa famille.*
- *Remerciements aux associations qui ont apporté leur aide pour la réfection de la salle des fêtes.*
- *Délibérations Communauté de Commune Loches Développement : elles sont consultables en mairie.*
- *Réforme des rythmes scolaires : Une réunion publique à destination des parents d'élèves est prévue le vendredi 6 décembre à 19h .M. TESTU, chronologiste, fera une intervention.*
- *Grève à école le jeudi 5 décembre. 3 enseignants sur 4 devraient faire grève à l'école élémentaire, pas d'information pour l'école maternelle.*
- *Téléthon 2013: associations et mairie participeront aux animations avec la mairie de Loches.*
- *Le jury national des Villes et des Villages Fleuris a attribué le prix de la "mise en valeur de l'espace communal rural" à Beaulieu-lès-Loches.*
- *Remerciements aux fonctionnaires partant à la retraite.*

La date du prochain Conseil Municipal n'est pas arrêtée.

Fin du Conseil à 21h35

La Secrétaire,

Mme Michelle CURNARIE,